

Non au démantèlement de nos services et de nos droits !

La direction a adressé aux chefs de service une note détaillant pour le département le **contenu de l'ASR (« Adaptation des Structures et du Réseau ») au titre de 2018.**

Il a fallu attendre la préparation du CHS (Comité d'Hygiène et de Sécurité) pour que des représentants du personnel soient informés.

A la lecture de la note il ressort, si ce plan n'est pas mis en échec, que :

- les **5 trésoreries mixtes** (Bagneux, Clamart, Châtillon, Malakoff et Villeneuve-La-Garenne) verront leur **service de recouvrement de l'impôt transféré** vers les SIP de rattachement de Montrouge, Issy, Vanves et Gennevilliers au 1er janvier 2019 ;
- deux trésoreries, celles de Malakoff et Châtillon verront leur activité SPL transférée respectivement vers les trésoreries de Montrouge et Clamart au 1er septembre 2018 ; leur activité Impôts sera basculée sur le SIP de rattachement ; **ces deux trésoreries (Malakoff et Châtillon) seront fermés au 1er septembre 2018 ;**
- la **gestion des OPH sera transférée** vers les trésoreries « capitales » des territoires de la Métropole du Grand Paris : concrètement la gestion des OPH assurée par les trésoreries de Courbevoie et Puteaux sera transférée à la trésorerie de Nanterre, la gestion des OPH assurée par les trésoreries de Châtillon et Montrouge ira à la trésorerie d'Antony ;
- au 1er septembre 2018 une « **cellule foncière mutualisée** » sera créée au sein du SIP de Levallois qui sera chargée de l'évaluation des locaux d'habitation des communes de Clichy, Bois-Colombes, La Garenne-Colombes, Gennevilliers, Villeneuve-la-Garenne et Levallois. L'accueil généraliste foncier de premier niveau sera conservé dans les SIP d'origine ;
- au 1er janvier 2019 sont prévues **la fusion des SIP de Sceaux Nord et Sceaux Sud, la fusion du SIE de Montrouge avec celui de Sceaux** sur le site de Sceaux (avec « transfert de siège à Sceaux dès septembre 2018 »), **la suppression du SIE de La Défense** sous la forme de fusions partielles avec les SIE de Courbevoie et Suresnes.

Ce nouveau plan constitue une **atteinte grave à notre réseau de proximité** dans le département au détriment du service public rendu à l'utilisateur : le recouvrement de l'impôt est concentré dans les SIP ; **deux trésoreries, Malakoff et Châtillon, sont rayées de la carte ; d'autres, affaiblies, suivront.** Après la fermeture programmée de la TM de Levallois, la création du service d'aide au réseau et la privatisation du recouvrement des recettes des cantines des collèges, c'est tout le réseau gestion publique qui est mis en pièces.

Les élus et la population sont une nouvelle fois mis devant le fait accompli. C'est pour cette raison que l'information a été reportée après les législatives. Il ne fallait pas que les citoyens soient informés des atteintes en préparation contre le service public, DGFIP ou toute autre administration.

Ce projet se traduirait pour l'utilisateur par des complications multiples : ainsi un contribuable de Malakoff pour régler ses impôts devra s'adresser au SIP de Vanves, pour un problème de paiement de cantine contacter le SPL basé à Montrouge et pour un problème de loyer se tourner vers la trésorerie d'Antony. Et dire qu'il y a encore peu de temps il n'y en avait que pour « l'interlocuteur fiscal unique » !

Deux SIE disparaissent ; celui de La Défense était déjà menacé, celui de Montrouge (13 emplois A, B et C) fusionne avec celui de Sceaux, déjà l'un des plus gros du département. Une première dans le 92, qui en annonce d'autres.

Et pour les collègues concernés la perspective d'être contraints de changer de résidence ou de métier. Au passage combien de suppressions d'emplois à la faveur de cette fusion créant un mega SIE ?

Cela s'articule avec la réduction à 5 du nombre de résidences d'affectation nationale (RAN) dans le 92 à compter du 1/9/2018. Que vaut dans le cas de la disparition du SIE de Montrouge la garantie de maintien à résidence quand la commune du nouveau service fusionné se trouve dans la même RAN, bien qu'à 6 km de la commune d'origine ?

C'est toute la machine à démanteler le réseau, les emplois et les missions qui est en train de changer de braquet. **Cela annonce de nouvelles vagues de fusions-suppressions de services et de sites dans la prochaine période.**

La direction entend faire passer son projet au pas de charge en CHS et CTL avant la mi septembre.

Cette annonce s'inscrit totalement dans le contexte des attaques programmées contre le code du travail et la fonction publique (120 000 suppressions de postes annoncées, mobilité interministérielle, baisse drastique de la dépense publique).

Fusion des RAN, ASR 2018 de démantèlement du réseau... ces projets destructeurs de nos droits et du service public doivent être retirés !

La CGT fera tout, en recherchant l'unité avec les autres syndicats, pour réunir les agents, les informer et déterminer avec eux les moyens pour faire échec à ces plans. Elle prendra contact avec les élus et agira pour que la population puisse se faire entendre.

Rien n'est écrit à l'avance. **Plus que jamais, alors que ces projets de démantèlement de nos services vont se conjuguer avec d'autres attaques en préparation contre nos emplois, notre statut et nos salaires, organisons la mobilisation pour y faire obstacle.**

Rejoignez la CGT !



BULLETIN D'ADHESION
CGT FINANCES PUBLIQUES 92
Pour un syndicalisme de conquêtes sociales

Nom : Prénom :

Date de naissance : .../.../.....

Catégorie : Grade :

Échelon : Numéro DGFIP :

Filière Fiscale Filière Gestion Publique

Adresse administrative :

.....

.....

Date : .../.../..... Signature :

A remettre : À un militant CGT de votre site
ou à renvoyer à : Syndicat CGT Finances Publiques, Centre des Finances Publiques de Montrouge, 18 rue V. Hugo, 92121 Montrouge Cedex

Pour nous joindre :

Mail : cgt.ddfip92@dgfip.finances.gouv.fr - **Site internet :** <http://www.financespubliques.cgt.fr/92/>